

Entre PS et CDH, tout n'est pas rose

COALITION Des lignes de fracture apparaissent, classiques, néanmoins problématiques

- L'isolement du MR est le trait marquant du paysage francophone.
- Reste qu'entre les partenaires PS et CDH, il y a du grain.

ANALYSE

L'isolement du MR dans le paysage francophone est éclatant depuis le lancement de la suédoise en 2014. Mais entre les « partenaires » PS et CDH, qui gouvernent en Wallonie et à Bruxelles depuis... 2004 (lorsque les socialistes d'Elio Di Rupo écartèrent les libéraux de Louis Michel au profit des centristes de Joëlle Milquet), quelques différences d'appréciation apparaissent plus visiblement ces derniers temps. Quatre lignes de fracture possibles...

1 Taxer les hauts revenus. Les formations se divisent, à Namur, sur la taxation des hauts revenus. Lancée par Christophe Lacroix, PS, ministre du Budget, l'idée a été recalée par Maxime Prévot, CDH, vice-président du gouvernement wallon. On sait que l'exécutif emmené par Paul Magnette travaille à une réforme

fiscale, qui devrait advenir fin mars. En quête de marqueurs de gauche, a fortiori dans une Wallonie où le PTB est en embuscade, les socialistes resteront toutefois avec leur projet dans les bras. Invité samedi du Grand

Oral RTBF-Le Soir, Jean-Claude Marcourt, ministre de l'Économie, a expliqué en substance : « C'est l'équilibre général de la réforme qui comptera. » Ce qui annonce, vraisemblablement, un compromis global sans mesure à forte charge symbolique visant les hauts revenus et les fortunes.

2 Régionaliser. Opérant ensemble en Wallonie, à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis 2004 (un temps avec Ecolo), PS et CDH n'ont pourtant pas la même vision de l'avenir des institutions francophones. Ce n'est pas nouveau, mais ça pourrait empoisonner les rapports. Ni Elio Di Rupo ni Benoît Lutgen ne souhaitent réveiller l'éternel débat, mais la tendance régionaliste qui se manifeste parmi les socialistes, si elle indispose le premier, énerve surtout le second. Les chefs de groupe du CDH aux parlements wallon, bruxellois et de la Fédéra-

tion ont fait chorus : pas touche à la Communauté ! La refonte des institutions n'est pas à l'ordre du jour, mais enfin, la question représente une épine potentielle dans les flancs de la coalition rouge-orange.

3 Laïciser l'Etat. Les discussions ayant trait à la laïcité de l'Etat ne sont pas non plus de nature à rassembler socialistes et centristes-humanistes. L'extrême prudence du PS pour l'instant, traversé de courants pro-laïcité, pro-neutralité (majoritaire probablement) ou pro-statu quo, fait l'affaire d'un CDH très susceptible. Et qui ne veut pas entendre parler d'une modification constitutionnelle qui mettrait l'accent en particulier sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cela au motif que le texte fondamental offrirait déjà toutes les garanties. Bref, socialistes et humanistes ne se disputent pas, ils s'observent. Les uns et les autres savent qu'il y a là un possible casus belli. Restons calmes.

4 Réunir les présidents francophones. Benoît Lutgen a moyennement apprécié qu'Elio Di Rupo repousse son appel à

réunir les présidents. Olivier Chastel a raillé la démarche, c'était prévisible de la part du patron du MR. Elio Di Rupo l'a ignorée, ça l'était moins. Le président du PS tient son argument : ne rien entreprendre qui puisse laisser penser que l'on « fait le jeu » de la N-VA. Son homologue centriste-humaniste peut comprendre, mais attendait un « retour » au moins sur le principe, un peu de bienveillance quoi.

Les deux ont négocié la formation des majorités en 2014, et l'un comme l'autre ont condamné la stratégie du MR au fédéral, mais « on » les dit distants, pas complices, juste « alliés », ce qui est suffisant en politique (c'est même la règle) mais nous éloigne du duo Di Rupo-Milquet qui avait vu le jour en 2004 et qui a exercé, des années durant, une influence prépondérante sur la vie politique au sud du pays. Rien de tel ici. Ce n'est pas grave. Mais cela n'est pas « rassurant », ni pour l'un ni pour l'autre. Lesquels se gaussent des sondages indiquant que la coalition PS-CDH n'aurait plus, à ce stade, la majorité au parlement wallon, mais enfin, on sait que c'est le genre de « non-information » qui génère sa part de perplexité chez les intéressés. ■

DAVID COPPI